



Premier ministre

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 9 avril 2019

Discours de M. Édouard PHILIPPE, Premier ministre

Déclaration du Gouvernement en application de l'article 50-1 de la Constitution, relative au Grand débat national, suivie d'un débat

Assemblée nationale

Mardi 9 avril 2019

*Seul le prononcé fait foi*

Monsieur le président,

Mesdames et Messieurs,

Madame et Messieurs les présidents de groupes,

Mesdames et Messieurs les députés.

Le Grand débat national que le président de la République a lancé il y a trois mois s'est achevé hier. Durant ces 3 mois, nos concitoyens ont inventé un moment inédit de démocratie. Les chiffres témoignent d'un dialogue d'une ampleur exceptionnelle : plus de 10 000 réunions publiques, plus de 16 000 cahiers, ou plus exactement plus de 16 000 communes ayant ouvert des cahiers à nos concitoyens, c'est à dire une commune sur deux, près de 2 millions de contributions en ligne, 21 conférences citoyennes, ... Et ce, Mesdames et Messieurs les Députés, sans aucun incident d'ordre public, de débat, de désaccord parfois, mais dans un esprit de concorde qui apaise et qui, reconnaissons-le, donne une autre image de notre pays que celle des violences de rue qui se sont succédées chaque samedi.

Je l'ai dit : ce succès populaire n'est pas le succès du Gouvernement, il n'est le succès d'aucun parti, d'aucune fraction du peuple, il est le succès des Français.

Mais ce succès n'aurait pas été possible sans le soutien des élus, et je voudrais les remercier. Les maires, d'abord, qui ont organisé de très nombreux débats partout en France. Quelle que soit la taille ou la localisation géographique des communes qu'ils ont la charge d'administrer,

les maires ont répondu présents par les cahiers, par les réunions d'initiative locales. Sur un peu plus de 10 000 réunions organisées, plus de la moitié ont été organisées par des maires. C'est un engagement évidemment remarquable que je veux saluer. Mais aussi les formations politiques que vous représentez. J'ai eu l'occasion de l'indiquer la dernière fois que je me suis exprimé à cette tribune, certaines formations politiques ont accueilli l'idée de ce Grand débat avec scepticisme, mais la quasi-totalité d'entre elles a accepté d'en jouer le jeu, et même en en connaissant les limites, je suis certain que nous saurons ensemble mesurer la richesse exceptionnelle d'une parole collectée et saluer l'expression directe de plus d'un million et demi de Français. Cette expression nous oblige, nous ne serons sans doute pas tous d'accord sur l'interprétation et encore moins sur les suites politiques à donner, mais il me semble important de saluer l'esprit républicain des élus de la nation, et singulièrement de ceux qui composent cette assemblée, comme il me semble important de saluer l'engagement des partenaires sociaux et du monde associatif dans ce moment démocratique.

À cet égard, Monsieur le Président, je voudrais remercier l'Assemblée nationale d'avoir organisé, la semaine dernière, son Grand débat. Il eût été paradoxal que l'on débattenne partout en France sauf ici.

La crise des gilets jaunes est née d'une taxe et de la hausse plus générale des prix du carburant. Avant de prendre d'autres formes, pas toutes acceptables, elle a été l'expression d'un malaise profond chez beaucoup de nos compatriotes. Aucun d'entre nous ici, qui suivons et qui participons à la vie politique, n'ignorons ce malaise, cette colère qui, depuis longtemps déjà, a à certaines occasions manifesté son intensité : c'est le 21 avril 2002, c'est les émeutes urbaines de 2005, c'est le non au référendum de 2005 et la ratification parlementaire de 2007, c'est l'élimination de l'ensemble des partis politiques traditionnels en 2017. Toutes ces manifestations, toute cette colère, elle est ancienne et elle a pris la forme aujourd'hui de ces rassemblements spontanés sur les ronds-points, puis de manifestations parfois violentes.

Permettez-moi tout d'abord de revenir sur les causes profondes qui ont alimenté cette colère.

La première, c'est la baisse de pouvoir d'achat de beaucoup de nos concitoyens depuis la crise financière de 2008, dont, 10 ans après, nous n'avons pas fini de subir le choc. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 2016, le pouvoir d'achat par habitant était toujours égal à sa valeur de 2010, alors que sur la même période, en Allemagne par exemple, il progressait de 7 %. Parce que le chômage a progressé de plus de 2 points entre 2008 et 2016. Parce que la croissance a stagné sur cette période. Parce que les impôts ont continué à augmenter sans interruption.

La deuxième cause, c'est, après des années de crise ou de croissance molle, la conviction terrible qui s'est installée chez des millions de Français, que leurs enfants - nos enfants - vivraient moins bien que nous. Que les inégalités, les injustices s'accroissent, qu'elles se figent, qu'elles se transmettent et qu'au fond, la réussite ne dépendrait pas des mérites individuels mais du milieu de naissance ou du lieu de résidence, ou, plus exactement encore, que les mécanismes qui ont existé pour corriger ces biais ne fonctionneraient plus à la hauteur et à l'intensité qui devrait être les leurs. Dans une République qui a fait de la promotion sociale sa promesse et peut-être sa promesse fondamentale, cette inégalité de destin est, Mesdames et Messieurs les députés, la pire des injustices. Elle est au cœur de l'engagement du président de la République, et je sais qu'elle est au cœur de tous ceux qui croient profondément, sur tous ces bancs, aux valeurs de la République.

Enfin, la dernière cause, c'est l'éloignement. L'éloignement physique, géographique parfois, plus généralement la disparition de cette fraternité. Parce que des lignes de train ont fermé, parce que des médecins sont partis et n'ont pas été remplacés, parce que des services publics ont déménagé à 30 ou 50 kilomètres, parce que nos modes de vie, nos règles d'urbanisme, nos choix publics, Mesdames et Messieurs les députés, ceux des années 1970 et 1980 en matière d'urbanisme, ceux des années 1980 et 1990 en matière d'urbanisme commercial, tous ceux-là ont poussé à l'étalement urbain et à la désertification des centres-villes. Des métropoles de taille européenne se sont imposées, et c'est une immense réussite parce tout ne marche pas mal en France. Mais nous n'avons pas su, nous n'avons pas pu faire la même transformation pour certaines villes moyennes qui se paupérisent, ou pour de nombreuses zones rurales. Et puis nos concitoyens ont le sentiment que les décisions sont prises ailleurs, que leurs élus, que les fonctionnaires qui servent l'administration deviendraient anonymes, lointains, différents d'eux, et qu'il y aurait toujours une norme pour s'opposer à une solution.

Au final, le mouvement que nous connaissons depuis novembre dernier, le soutien dont il a pu se targuer, tout cela exprime un besoin de considération et de reconnaissance, une volonté d'être associé à la décision au lieu de la subir.

Ces causes profondes, nous le savons tous, ne sont pas propres à la France. Si les histoires nationales sont spécifiques, comment ne pas faire le lien avec des expressions politiques que nous avons connus au Royaume-Uni, en Italie, aux États-Unis ? La manifestation est conforme peut-être au génie national et propre à la France, mais les causes sous-jacentes sont, elles, me semble-t-il, bien plus générales et bien plus partagées dans le monde occidental qu'elles ne le seraient spécifiques à notre pays.

En France, cette expression n'a pas amené au succès d'un parti populiste. Elle a d'abord pris la forme d'un sursaut, avec l'élection du président de la République. Elle a pris la forme d'une union nationale aux législatives, quand des femmes et des hommes venus d'horizons différents de ce qui était la droite, de ce qui était la gauche, ont exprimé leur accord avec le diagnostic du président de la République et décidé de dépasser des vieux clivages pour refuser la politique du pire, pour refuser un nouveau quinquennat pour rien, et pour se mettre au travail afin de réparer le pays.

Deux ans plus tard, parce que les causes profondes dont je veux parler n'ont pas disparu, et aussi parce que nous avons bousculé le pays pour le transformer, il est monté en France une colère. Celle de citoyens qui, durant de longues années, ont pris l'habitude de subir leur lot d'injustices. Celle de citoyens qui, par pudeur souvent, ne se plaignaient pas parce qu'ils estimaient qu'il y avait pire situation que la leur. Celle de citoyens qui ne demandent pas la charité mais la justice la plus élémentaire, celle qui consiste à vivre et à élever leurs enfants grâce à leur travail.

Cette indignation, nous l'avons entendue, et nous avons commencé à y répondre avec le soutien de cette majorité. Nous avons annulé la taxe qui a été le déclencheur de cette colère. Nous avons corrigé l'augmentation de CSG sur les retraités. Nous avons pris des mesures d'urgence pour le pouvoir d'achat en accélérant fortement la trajectoire prévue initialement sur la prime d'activité et sur l'exonération des heures supplémentaires.

Mais le président de la République, Mesdames et Messieurs les Députés, nous a demandé d'aller au-delà et de ne pas nous contenter de ces mesures d'urgence. Il n'a pas cherché, comme d'autres avaient pu le faire, à clore ce débat, à endormir la colère avec de l'argent

public ou en prenant de l'argent aux entreprises et aux actifs qui font la richesse et la production de ce pays. Au contraire, il a pris le risque du débat. Il a demandé que nous y consacrons du temps à ce débat pour que toutes les sensibilités s'expriment, y compris dans leurs contradictions, et pour que tous nos concitoyens, autant ceux qui ont l'habitude de prendre part à des débats publics que ceux qui s'en sentent exclus, puissent avoir accès à un mode d'expression, que ce soit le cahier ouvert dans leur commune ou la réunion d'initiative locale quand ils souhaitaient confronter leurs idées, entendre et débattre, ou bien par internet pour ceux qui préféreraient cette façon de s'exprimer. L'important était d'avoir un débat foisonnant pour qu'aucun des biais propres à une façon de s'exprimer ne puisse être surdéterminant, de façon à ce que chacun puisse avoir la chance d'avoir accès à ce débat. On a d'ailleurs vu, Mesdames et Messieurs les Députés, que les thèmes de décembre dans les cahiers ouverts en mairie ne sont pas exactement ceux de janvier et de février dans les réunions locales ou dans les conférences citoyennes.

Sous le contrôle des garants, la restitution a eu lieu hier et j'ai eu l'occasion d'indiquer quelles étaient les principales leçons que le Gouvernement tirait du Grand débat : d'abord, un immense besoin de justice et d'équité, j'y reviendrai, et puis quatre exigences.

La première exigence -c'est peut-être la plus difficile à entendre pour nous, et quand je dis pour nous, j'entends pour nous tous, ici - prend la forme d'un mur de défiance qui sépare beaucoup de Français de ceux qui les représentent et influent sur leur vie, qu'ils soient élus, hauts fonctionnaires, syndicalistes, journalistes. À part les maires, pas une seule organisation, pas une seule catégorie d'élus n'échappe à cette défiance. Bien sûr, individuellement, nous avons des soutiens mais collectivement, nous serions aveugles d'imaginer que cette défiance n'est pas élevée et n'est pas grandissante. Cette défiance, elle ne naît pas d'hier. Elle date d'il y a longtemps. L'antiparlementarisme a des racines profondes dans notre pays, bien entendu, mais elle s'est développée en réaction à des pratiques auxquelles les lois sur le financement de la vie politique, puis la loi pour la confiance dans la vie politique de septembre 2017, ont mis fin. Cette loi était la première loi de la législature, et nous pouvons en être fiers. Il faut le dire fortement. Les pratiques qui ont suscité ces réactions, ont cessé depuis longtemps. Le financement de la vie politique est considérablement assaini par rapport à ce qui prévalait il y a 20, 30 ou 40 ans. Le cumul n'existe plus. Les rémunérations des élus ne sont certainement pas imméritées, et elles sont plafonnées, et il est injuste d'incriminer les élus d'aujourd'hui pour les errements d'hier. Mais il faut le constater humblement, la défiance demeure. Elle a prospéré sur des échecs collectifs, comme la permanence d'un chômage de masse et le blocage progressif de l'ascenseur social. Sans doute a-t-elle aussi prospéré sur des maladresses, des malentendus, et j'en prends bien volontiers toute ma part.

La leçon de ce Grand débat, c'est que pour répondre à cette défiance, nous devons construire une démocratie plus délibérative, parce que le temps médiatique, le temps économique et le temps politique s'accélèrent, parce qu'on ne peut plus discuter de l'avenir du pays uniquement une fois tous les 5 ans. Tous les élus locaux le savent d'ailleurs, certains projets et certains événements nécessitent de consulter. Cette forme de démocratie participative reste à construire au niveau national, en nous inspirant notamment du succès du Grand débat. Mais n'ayons pas peur, dans cette assemblée, de rappeler que si une plus forte association de nos concitoyens est nécessaire, rien ne remplacera la démocratie représentative. Pour qu'elle devienne précisément plus représentative, plus transparente et plus efficace, nous avons formulé des propositions dans le cadre du projet de réforme institutionnelle. Je regrette qu'au moment où nous aurions dû prendre les décisions qui s'imposaient, certains aient préféré se

concentrer sur d'autres enjeux. Je ne doute pas, Mesdames et Messieurs les Députés, que le président de la République y reviendra.

La deuxième exigence, c'est de mettre fin à l'exaspération fiscale. Certains ont sans doute l'impression d'avoir déjà entendu ces mots de ras-le-bol fiscal, qui ont été formulés à l'été 2013 sans être malheureusement suivis d'effets. Si on additionne tous les prélèvements, les pouvoirs publics ont ponctionné les foyers et les entreprises de 217 milliards d'euros supplémentaires de 2007 à 2017.

Depuis notre entrée en fonction, nous avons tiré les conséquences de cette situation, notamment en baissant les cotisations salariales et en engageant la suppression de la taxe d'habitation, pour rendre du pouvoir d'achat aux Français. Nous l'avons sans doute fait trop lentement et en prenant le risque de la confusion, puisque nous avons en parallèle augmenté dans une moindre mesure la CSG et la taxe carbone. Les mesures de pouvoir d'achat annoncées en décembre dernier ont corrigé ce qui devait l'être, le Grand débat nous invite à aller plus loin.

Les Français ne nous demandent pas, Mesdames et Messieurs, de faire preuve d'imagination fiscale mais de baisser leurs impôts et ils font preuve de clairvoyance et de responsabilité, une clairvoyance et une responsabilité qui mériteraient je crois de faire école. Ils savent qu'on ne peut pas baisser les impôts sans baisser la dépense, ils savent que les dettes sont toujours remboursées et que c'est un fardeau que nous n'avons pas le droit de léguer à nos enfants et ils savent que réduire la dépense publique ce ne doit pas simplement être des incantations. J'ai entendu certains il y a 2 ans réclamer le départ de 500 000 fonctionnaires sans préciser lesquels, les mêmes regrettaient la réduction des emplois aidés alors qu'ils avaient proposé leur suppression complète. Être pour les économies en général et contre la baisse des dépenses en particulier ça n'a aucun sens. Le courage ne doit pas être le grand flou.

La vérité, c'est que c'est difficile de réduire la dépense publique mais la bonne nouvelle c'est que c'est ce que nous faisons :

- nous avons réduit le déficit public qui est passé de 3,5% en 2016 à 2,5% en 2018, à 2,3% en 2019 si on exclut le coût du CICE.
- Nous avons en 2018 réduit les dépenses publiques en volume de 0,3%. Cela signifie que pour la première fois depuis 1970 les dépenses ont progressé moins vite que l'inflation. C'est ce qui explique d'ailleurs qu'entre 2017 et 2019 le poids de la dépense publique dans le PIB a baissé de plus d'un point, passant de 55% à 53,8. Personne ne s'esbaudira devant les chiffres mais ils existent et nous pouvons les assumer.
- Nous avons mis en œuvre cette politique de baisse de la dépense publique en faisant de vrais choix de politique publique et de justice sociale. Nous avons assumé de fortes augmentations de dépenses sur nos priorités : la défense, la sécurité, la justice, l'éducation avec notamment le dédoublement des classes et les universités, l'écologie, la politique du handicap et les plans banlieue et pauvreté. En parallèle, nous avons mis en œuvre des réformes majeures en matière de logement et de formation professionnelle qui nous ont permis de réduire significativement les dépenses correspondantes.

La troisième exigence c'est de répondre au cri d'alarme de certains de nos compatriotes contre l'isolement, contre l'abandon. Une souffrance dont les causes sont de nature

diverse, je l'ai dit, c'est l'étalement urbain, c'est le déséquilibre entre les métropoles et leurs communes proches, c'est la disparition des commerces de centre-ville, c'est la fermeture de services publics qui sont souvent d'ailleurs la conséquence mais qui accélèrent les phénomènes que je viens de décrire.

Nos chantiers en la matière sont immenses. Nous devons, je le crois profondément, réconcilier les métropoles avec leurs territoires proches. Nos prédécesseurs ont réussi à rééquilibrer la relation entre Paris et les régions, nous avons des métropoles qui rayonnent bien au-delà de nos frontières et c'est une bonne nouvelle. Nous devons conduire le même exercice à l'intérieur des territoires pour que toutes les communes, petites ou moyennes, bénéficient de leur dynamique, c'est le chantier d'une génération.

Nous devons répondre à ce qui est dit sur la complexité du millefeuille politique et administratif. Nos concitoyens apprécient d'autant plus les élus et les fonctionnaires qu'ils sont proches d'eux, à portée d'engueulades comme dit le président de la République. Avec les associations d'élus, nous prendrons des initiatives sur le fonctionnement commune-intercommunalité, sur l'articulation région-département, sur le bon équilibre entre l'Etat central et l'Etat local.

Nous allons accélérer un certain nombre de chantiers que nous avons engagés depuis 2 ans, c'est le déploiement du très haut débit pour tous d'ici 2022, c'est la réorientation massive de nos investissements en faveur des transports du quotidien, c'est la mise en œuvre du plan de lutte contre les déserts médicaux, c'est le plan pour les quartiers et le plan cœur de Villes. Soyez assurés que dans les choix que nous aurons à faire sur les dépenses publiques ces priorités seront préservées.

Il s'agit enfin d'alléger les normes et de remettre du service public et donc des fonctionnaires sur le terrain en leur donnant les moyens d'agir et de décider localement. Notre service public se transforme, de plus en plus de services sont accessibles le soir, à distance et c'est très bien ainsi. Mais le service ça n'est pas que du clic, ça n'est pas certainement que de la norme. Nous avons commencé avec la loi Essoc considérablement enrichie par le travail des parlementaires, nous continuerons.

La dernière exigence est écologique. Nous sommes entrés en novembre dernier dans une crise sociale en portant haut notre ambition de financer la transition écologique par une hausse de la taxe carbone. Nous nous sommes trompés sur la méthode, pas sur l'ambition.

Une des nombreuses bonnes nouvelles de ce Grand débat c'est l'engagement des Français pour le climat. Difficile en effet de ne pas mettre en relation les centaines de milliers de contributions au Grand débat et les signataires de la pétition dite de « l'affaire du siècle » comme il serait inconvenant et déraisonnable de ne pas se réjouir du succès de « la Marche pour le climat ».

Les Français, nos compatriotes nous ont dit qu'ils étaient prêts à changer de comportement mais qu'ils ne voulaient pas être pris au piège, qu'ils ne voulaient pas opposer la fin du mois et la fin du monde. A nous de trouver le bon rythme, les bonnes normes, les bons mécanismes d'accompagnement et d'incitation. Ils ne veulent plus non plus d'incantations. Que dire en effet, Mesdames et Messieurs les députés, d'une soi-disant programmation pluriannuelle de l'énergie arrêtée en 2015 censée réduire à 50% la part du nucléaire 10 ans plus tard et qui ne prévoyait aucune fermeture de centrale à part

celle de Fessenheim, et encore dans les conditions que l'on connaît. Que dire en matière d'énergies renouvelables du décalage entre les annonces et les réalisations dans plusieurs filières. De notre côté, nous avons inscrit dans la loi la fin des permis d'exploration d'hydrocarbures, nous avons renégocié l'ensemble des contrats d'éoliennes offshore pour faire baisser très significativement le prix de rachat de cette électricité verte et nous organisons la fermeture des centrales à charbon d'ici 2022.

Au-delà de ces 4 exigences, 3 autres thèmes se sont invités dans ce Grand débat, preuves qu'il n'était d'ailleurs pas si fermé que cela. Ce que les Français voulaient dire, ils l'ont dit et ils ont clairement exprimé leur angoisse sur l'avenir de notre système de santé. Qui va remplacer le médecin de famille qui part à la retraite ? Dans quel hôpital accoucher ? Est-ce que je vais continuer à bénéficier d'une sécurité sociale qui rembourse à haut niveau ? Parce qu'il est par définition un service public des plus essentiels, l'accès aux soins cristallise cette crainte de l'éloignement, ce refus de l'isolement que j'évoquais tout à l'heure. Quand dans certains territoires la moyenne d'âge des médecins généralistes frise les 65 ans on comprend les craintes de nos concitoyens.

Une autre angoisse s'est fortement exprimée dans les débats liés à la dépendance et à la solidarité entre les générations. Comment trouver, Mesdames et Messieurs les députés, un EHPAD pour mes parents ? Avec quelle qualité de prise en charge ? Avec quel reste à charge ? Cette question de la prise en charge de la dépendance est montée très fortement des territoires, nous la sentions déjà venir mais il est clair qu'elle appelle une réponse.

Je parle de nos aînés mais le troisième thème qui s'est imposé concerne nos enfants, c'est celui de l'éducation et plus largement de la formation avec deux messages forts qui doivent être entendus : une approche qui respecte et qui s'adapte aux territoires des zones rurales aux quartiers prioritaires et un plaidoyer pour l'apprentissage, perçu à juste titre comme la meilleure voie d'entrée dans la vie active.

Santé, dépendance éducation : trois thèmes dont les Français se sont saisis à juste titre. Ils sont au cœur des enjeux de justice sociale et des inégalités de destin et au cœur de l'action du gouvernement.

Sachons partager aussi, Mesdames et Messieurs les députés, ce qui n'a pas été dit dans ce Grand débat national ou très peu. Certains nous soupçonnent déjà de faire le tri, de n'écouter ce que nous avons envie d'entendre, je leur propose au contraire d'être également attentifs à ce qui n'a pas été formulé.

Le chômage, Mesdames et Messieurs les députés, est assez largement absent de ces échanges. Sans doute surplombe-t-il les paroles des Français qui nous parlent de pouvoir d'achat, de mal-vivre, de temps partiel subi qui explique des fins de mois difficiles mais cette absence, ce silence nous disent aussi peut-être à quel point notre société s'est d'une certaine manière résignée à ce chômage de masse, qu'il est devenu une donnée, une fatalité et non plus un mal à guérir. Pourtant le travail est bien notre combat central qui vise à donner des leviers, pour produire avant de redistribuer, pour créer des emplois avant de verser des allocations pour investir plutôt que d'indemniser. Dans chacun de nos choix nous défendons une société du travail, nous voulons que le travail paie davantage et qu'il soit toujours plus intéressant de travailler que de rester inactif. Cette cohérence a très largement inspiré les décisions annoncées le 10 décembre dernier.

Le deuxième grand absent de ce débat c'est la sécurité. Les sujets régaliens ne figuraient pas dans les questionnaires adressés aux Français. Ces thèmes auraient pu, comme d'autres, s'imposer. Cela n'a pas été le cas. Et il faut relever que lorsqu'on interroge les Français sur les économies à faire en matière de dépenses publiques ceux qui ont répondu proposent d'abord de réduire notre effort de défense. Ce n'est pas, Mesdames et Messieurs les députés, le choix que nous avons fait, bien au contraire. Le monde dans lequel nous vivons est dangereux et il ne va pas l'être moins dans les années qui viennent. Ce danger peut être loin de nos frontières, il peut aussi se manifester au plus près de chacun d'entre nous, nous en avons été témoins très douloureusement ces dernières années. Nos intérêts doivent pouvoir être défendus, nous n'allons donc pas changer d'orientation sur ces sujets : mettre plus de policiers et de magistrats sur le terrain, donner à nos armées les moyens dont elles ont besoin c'est plus que jamais notre engagement pour notre pays.

Je parlais des dangers du monde et, pour en terminer avec ce qui n'a pas été exprimé lors de ces échanges, le monde justement, la mondialisation, l'Europe sont assez largement absents du Grand débat. La mondialisation est pourtant là avec ses opportunités, avec ses menaces et nous ne protégeront pas les Français en érigeant des frontières intérieures ou en leur proposant le grand rétrécissement. La France n'a pas besoin d'avoir peur, elle a besoin de faire entendre sa voix pour une Europe qui libère et qui protège, c'est l'affaire des prochaines échéances électorales et je suis heureux que nous puissions collectivement, pas simplement dans le monde politique nous exprimer et défendre à cette occasion notre vision, nos valeurs.

Mesdames et Messieurs les députés, voilà les exigences que nous devons pouvoir collectivement retenir. Sur certains points, reconnaissons-le, après bientôt deux ans, c'est une invitation pour nous à corriger la méthode, à prendre en compte de nouvelles priorités. Sur beaucoup d'autres points ces exigences rejoignent des transformations que nous avons engagées, des choix que nous avons fait : baisser les impôts, rénover notre vie démocratique, engager la transition écologique, construire des réponses adaptées aux territoires, tout cela rejoint les engagements de campagne du président de la République, tout cela rejoint la feuille de route de ce Gouvernement, tout cela rejoint les chantiers qui se déploient depuis presque 2 ans. Ce que nous disent les Français c'est qu'ils ne voient pas assez les résultats, que les choses ne bougent pas assez vite, c'est une puissante incitation à redoubler d'efforts.

Le président de la République présentera prochainement ses orientations. Il l'a annoncé, ces décisions seront puissantes et concrètes, elles seront fidèles à l'esprit de dépassement de cette majorité, loin des vieux clivages, où les valeurs de justice, d'intérêt général et d'efficacité sont les boussoles de l'action publique.

Sur les sujets qui devront faire l'objet d'une concertation, le président de la République fixera le cap et annoncera l'ouverture de grands chantiers. Car il nous appartient, Mesdames et Messieurs les députés, de passer du consensus sur le diagnostic au compromis et aux choix démocratiques qui font les grandes solutions avec les élus locaux quand il s'agit de l'avenir de nos territoires, avec les organisations syndicales et patronales quand il s'agit de faire vivre la démocratie sociale, avec les associations dont le grand débat a rappelé le rôle essentiel dans notre vie citoyenne. Nous conduirons ces chantiers en nous inspirant de ce que nous avons déjà réussi à faire en Bretagne avec le pacte breton ou dans la Creuse avec le plan particulier pour le département. Nous serons tous jugés à notre capacité à construire ensemble ces solutions dont beaucoup devront être du sur



mesure dans la continuité de la République contractuelle voulue par le président de la République.

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les députés, chacun est évidemment libre de tirer des événements de ces quatre derniers mois les conclusions qu'il souhaite. En ce qui me concerne j'en retiens une principale : c'est un puissant besoin de transformation. Transformation de nos outils, transformation de nos institutions, transformation de nos procédures, de nos faiblesses coupables dont notre dette publique est le témoin muet, rampant et menaçant. Ce n'est pas le statu quo dont la France a besoin mais c'est de transformation, pas de violence mais de dialogue, de courage et de vérité. C'est ce à quoi nous a invités depuis deux ans le président de la République, c'est ce qui fait que, venus d'horizons divers, les élus de la majorité sont réunis autour de lui sur ces bancs.

Je vous remercie.